

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Mouvements > Au niveau mondial > Réseau des Mouvements sociaux > **Appel des mouvements sociaux à la mobilisation contre la guerre, le (...)**

Au cinquième Forum social mondial

Appel des mouvements sociaux à la mobilisation contre la guerre, le néolibéralisme, l'exploitation et l'exclusion, pour une autre monde possible.

Porto Alegre, Brésil

vendredi 30 septembre 2005, par [Assemblée des mouvements](#) (Date de rédaction antérieure : 31 janvier 2005).

Nous sommes des mouvements sociaux réunis dans le cadre du V^e Forum Social Mondial. La grande réussite en termes de participation, plurielle et massive, au FSM, nous donne la possibilité et la responsabilité de rendre plus nombreuses et meilleures nos campagnes, pour étendre et renforcer nos luttes.

Il y a quatre ans, le cri collectif et global UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE, a brisé le mensonge selon lequel la domination néolibérale est inévitable, ainsi que celui de la "normalité" de la guerre, des inégalités sociales, du racisme, des castes, du patriarcat, de l'impérialisme et de la destruction de l'environnement. A mesure où les peuples s'approprient cette vérité, leur force devient irrépessible et se matérialise en des faits concrets de résistance, de revendication et de proposition. En cela, la nouveauté de notre époque est l'explosion et l'extension des mouvements sociaux sur tous les continents et leur capacité à construire dans la diversité, des convergences nouvelles et des actions communes au niveau global.

Dans ce cadre, des dizaines de millions d'hommes et de femmes se sont mobilisés partout dans le monde pour la paix, contre la guerre et l'invasion menée par Bush contre l'Irak. Les sommets comme le G8, l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale, où un petit nombre prétend décider pour toutes et tous, ont été questionnés et délégitimés par l'action des mouvements sociaux. Les luttes populaires en défense de la nature, des droits des peuples et des biens communs, contre leur privatisation, telles que les luttes menées en Bolivie, en Uruguay et par d'autres peuples, ont démontré la possibilité de mettre la domination néolibérale en crise. Des nouveaux espaces de lutte politique et sociale se sont ouverts.

Le néolibéralisme est incapable d'offrir un futur digne et démocratique à l'humanité. Cependant, aujourd'hui il reprend l'initiative, en répondant à sa crise de légitimité par la force, la militarisation, la répression, la criminalisation des luttes sociales, l'autoritarisme politique, et la réaction idéologique. Des millions d'hommes et de femmes souffrent chaque jour. Nous voulons ici rappeler la guerre au Congo qui a déjà fait quatre millions de victimes. Pour tout cela, un autre monde non seulement est possible, mais il est nécessaire et urgent.

Conscients du fait que le chemin à parcourir est encore long, nous appelons tous les mouvements sociaux du monde à lutter pour la paix, les droits humains, sociaux et démocratiques, le droit des peuples à décider de leur destin, et l'annulation immédiate de la dette externe des pays du Sud, à

partir du CALENDRIER que nous partageons au sein du V^e Forum Social Mondial :

Calendrier de lutte

1. Nous appelons toutes les organisations et mouvements sociaux participant au Forum Social Mondial ainsi que ceux qui n'ont pas pu être présents à Porto Alegre, à travailler ensemble une campagne pour l'ANNULATION IMMEDIATE ET INCONDITIONNELLE DE LA DETTE externe et illégitime des pays du Sud, en commençant par les pays victimes du tsunami, et d'autres qui ont souffert de terribles catastrophes et crises au cours des derniers mois. Nous appuyons les Mouvements Sociaux du Sud qui se déclarent créditeurs des dettes historiques, sociales et écologiques. Nous exigeons la reconnaissance internationale de ces dettes pour en stopper l'augmentation, et la restauration de nos écosystèmes et l'indemnisation des peuples. Nous exigeons l'arrêt de l'exécution de projets et « d'accords d'intégration » qui facilitent le pillage des ressources naturelles dans les pays du Sud. Nous appuyons l'exigence des Mouvements Sociaux de paysans et pêcheurs des régions affectées par le tsunami, afin que les ressources pour l'urgence et la réhabilitation soient administrées directement par les communautés locales, et ainsi éviter de nouvelles dettes, colonisation et militarisation.
2. Deux ans après l'invasion de l'Irak, l'opposition globale à la guerre est plus forte que jamais. Pour le mouvement contre la guerre il est temps d'augmenter les actions et de ne pas reculer. Nous exigeons la fin de l'occupation de l'Irak. Nous exigeons que les Etats-Unis en finissent avec les menaces à l'encontre de l'Iran, du Venezuela et d'autres pays. Nous nous engageons à établir davantage de contacts avec les forces anti-occupation en Irak et au Moyen-Orient. Nous renforcerons nos campagnes contre les transnationales impliquées dans l'occupation, nous soutenons les militaires qui refusent de participer à la guerre, et nous défendons les activistes poursuivis pour être contre la guerre. Nous appelons les mouvements sociaux à se mobiliser le 19 mars lors d'une grande journée d'action globale, pour exiger le retrait des troupes d'occupation en Irak. Plus de guerres !
3. Nous appuyons toutes les campagnes pour le désarmement et la démilitarisation, y compris la campagne contre les bases militaires des Etats-Unis dans le monde, les campagnes de désarmement nucléaire, pour le contrôle du commerce des armes et pour la réduction des dépenses militaires.
4. Sous le prétexte du "Libre Echange", le capitalisme néolibéral avance en affaiblissant les Etats, en dérégulant les économies et en « légalisant » des privilèges pour les corporations transnationales grâce aux Traités de Libre Echange (TLB). Après l'échec de la ZLEA, grâce à la pression populaire, on oblige aujourd'hui l'Amérique centrale et d'autres pays à se soumettre à des Traités de Libre Echange bilatéraux, que nous, les peuples, nous rejetons. En Europe, la directive Bolkestein de l'Union Européenne veut imposer la privatisation complète des services publics. Dans ce contexte, nous appelons à ce que toutes et tous se mobilisent pendant les Journées d'Action Globale, du 10 au 17 avril ; au Sommet des Peuples des Amériques, à Mar de Plata, en Argentine, en novembre 2005, et face à la VI^e réunion ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce, à Hong Kong, en Décembre 2005.
5. Nous appuyons la Marche Mondiale des Femmes, qui réaliseront une nouvelle campagne d'actions féministes globales, en parcourant le monde, au départ de São Paulo le 8 mars et pour arriver le 17 octobre au Burkina Faso, afin de réaffirmer leur engagement dans la lutte contre le néolibéralisme, le patriarcat, l'exclusion et la domination. Nous convoquons tous les mouvements sociaux à mettre en place durant cette période des actions féministes contre le libre-échange, le trafic sexuel, la militarisation et pour la souveraineté alimentaire.

6. Nous appuyons les efforts des mouvements sociaux et organisations qui promeuvent la lutte pour la dignité, la justice, l'égalité et les droits humains, particulièrement les Dalits, les Afro-descendants, les peuples indigènes, les Roms, les Burakumins et les secteurs les plus opprimés et réprimés de la société.

7. Nous appelons à la mobilisation de masse contre le sommet du G8 en Ecosse du 2 au 8 juillet. Nous irons dans les rues et nous participerons au contre-sommet à Edinburg et Gloneagles. Nous exigeons que : la pauvreté passe à l'histoire, que la guerre s'arrête, que la dette soit annulée et que soit imposé un impôt global sur les transactions financières pour financer le développement.

8. Nous protestons contre les politiques néolibérales et les appuis militaires de l'Union Européenne vers l'Amérique latine. Nous convoquons à une mobilisation pour la solidarité entre les peuples à l'occasion du Sommet des Présidents d'Amérique latine et de l'Union Européenne en Mai 2006 à Vienne, en Autriche.

9. Nous luttons pour le droit universel à une alimentation saine et suffisante. Nous luttons pour le droit des peuples, des nations et des paysans à produire leurs propres aliments. Nous nous manifestons contre les aides à l'exportation qui ruinent les économies des communautés rurales. Evitons le dumping alimentaire. Nous rejetons tous les aliments transgénétiques, car outre le fait de mettre en danger notre santé et notre environnement, ils sont l'instrument pour le contrôle des marchés par cinq entreprises transnationales. Nous rejetons les brevets sur toute forme de vivant, en particulier sur les semences, car les breveter c'est aussi prétendre s'approprier nos ressources et le savoir qui y est associé. Nous exigeons la Réforme Agraire comme stratégie qui permette de garantir l'accès des paysans à la terre, et qui soit la garantie d'une alimentation saine et suffisante, et non que la terre soit concentrée entre les mains de transnationales et de latifundistas. Nous exigeons la fin des actions contre les paysans dans le monde entier, la libération immédiate des paysans et prisonniers politiques qui existent de par le monde, et l'arrêt de la militarisation des zones rurales. Nous appuyons la production durable basée sur la préservation des ressources naturelles : sol, eau, forêt, air, biodiversité, ressources aquatiques, etc. Nous appuyons la promotion de la production biologique et agro-écologique. Nous appelons à la mobilisation le 17 avril, journée mondiale des luttes paysannes, et le jour anniversaire de la mort de Lee, le 10 septembre, contre l'OMC.

10. Nous appuyons les campagnes et les luttes en défense de l'eau comme bien commun public, contre sa privatisation et pour la reconnaissance de l'accès à l'eau comme un droit humain, telle que la campagne 'Non à la Suez en Amérique latine'. Nous invitons à participer au Forum International du 18 au 20 mars à Genève.

11. Nous partageons l'exigence de construire une alliance entre mouvements sociaux et réseaux pour un "Contrat Mondial pour le climat : un monde solaire est possible". L'énergie est un droit à la vie et un bien commun. La lutte contre la pauvreté et le changement climatique exige que l'énergie durable soit dans les priorités des initiatives et campagnes du mouvement social. Nous appuyons la marche internationale sur le climat en novembre.

12. La "Responsabilité Sociale des Transnationales" n'est pas parvenue à éliminer les abus et les crimes des transnationales. C'est pourquoi elle doit être sérieusement mise à l'épreuve. Les mouvements travaillent ensemble pour retirer du pouvoir aux transnationales, stopper leurs abus et leurs crimes. Les communautés doivent être libres pour se protéger elles-mêmes, leur environnement et la société de la domination des transnationales.

13. Nous appuyons les campagnes contre les transnationales qui violent les droits humains, sociaux et syndicaux, telles que celles contre Nestlé et Coca Cola en Colombie, Pepsi et Coca Cola en Inde.

14. Nous appuyons la lutte du peuple palestinien pour ses droits fondamentaux et nationaux, y compris le droit au retour, basés sur le droit international et les résolutions de l'ONU.
15. Nous demandons à la communauté internationale et aux gouvernements d'imposer des sanctions politiques et économiques à Israël, y compris l'embargo sur les armes. Nous appelons les mouvements sociaux à se mobiliser également pour les désinvestissements et les boycotts. Ces efforts ont pour objectif de faire pression sur Israël pour qu'elle applique les résolutions internationales et respecte l'avis de la Cour internationale de Justice de stopper la construction et détruire le mur illégal de l'apartheid et en finir avec l'occupation.
16. Nous appuyons les activistes israéliens qui luttent pour la paix, et les refusniks dans leur lutte contre l'occupation.
17. Nous condamnons le blocus injuste contre Cuba et demandons un jugement juste pour les cinq cubains emprisonnés aux Etats-Unis. De même, nous exigeons le retrait immédiat des troupes militaires étrangères en Haïti.
18. Nous reconnaissons la diversité de choix sexuel comme une expression d'un monde alternatif, et nous en condamnons la marchandisation. Les mouvements sociaux s'engagent à partager la lutte contre les exclusions pour des raisons d'identité, de genre et d'homophobie. Nous joindrons nos voix contre toutes les formes de marchandisation du corps, des femmes et des personnes GLBT.
19. Nous appuyons le processus de construction d'un réseau global de mouvements sociaux engagés dans la défense des migrants, des réfugiés et déplacés. Le néolibéralisme et les politiques de "guerre contre la terreur" ont conduit à l'augmentation de la criminalisation des migrants, de la militarisation des frontières, du nombre de clandestins, et de la disponibilité d'une main d'œuvre bon marché. Nous appuyons la campagne pour la ratification de la Convention des Nations Unies pour les droits des migrants, qu'aucun gouvernement du Nord ne veut accepter. Nous appuyons la campagne pour l'établissement d'un organisme indépendant qui sanctionne les gouvernements ne respectant pas la Convention de Genève pour les réfugiés et les droits des migrants et migrantes.
20. Nous appuyons les campagnes et les luttes pour les droits des enfants, contre l'exploitation par le travail et sexuelle, contre le trafic d'enfants et le tourisme sexuel.
21. Nous appuyons l'appel des exclus, des sans-voix, pour développer une campagne de solidarité active et impulser une marche mondiale où les opprimé(e)s et les exclu(e)s élèvent leur voix pour conquérir le droit à une vie digne.
22. Du 14 au 16 septembre, à l'Assemblée Générale de l'ONU, les chefs de gouvernements du monde entier ont pris des décisions sur la réforme des Nations Unies, et ont révisé leurs engagements pour éradiquer la pauvreté. Ce sont eux les principaux responsables de la situation critique actuelle de l'humanité. Nous appuyons l'appel de réseaux internationaux qui invitent à se mobiliser de façon globale le 10 septembre pour un nouvel ordre mondial démocratique, contre la pauvreté et la guerre.
23. Nous appuyons l'appel pour une mobilisation le 17 novembre, jour international des étudiants, en défense de l'éducation publique, contre la privatisation et la transnationalisation de l'éducation.
24. En solidarité avec le Venezuela, la jeunesse du monde est appelée à participer au 16^e festival mondial de la jeunesse et des étudiants au Venezuela, du 7 au 15 août.
25. La communication est un droit humain fondamental. Nous appuyons l'appel pour les mobilisations dans le cadre du Sommet Mondial de la Société de la Communication, à Tunis, du 16

au 18 novembre. Nous appuyons l'appel à une forte convention internationale sur la Diversité Culturelle, et nous nous opposons à la marchandisation de l'information et de la communication par l'OMC.

26. Nous appuyons l'économie sociale comme expression concrète d'une alternative de développement juste, solidaire, démocratique et équitable.

27. En défense de la santé publique et contre sa privatisation, nous appelons tous les peuples du monde à une lutte permanente. Nous appelons à la mobilisation dans le cadre de l'Assemblée Générale en Défense de la Santé des Peuples, à Cuenca, Pérou, en 2005, et dans le cadre du Forum Mondial de la Santé, lors du Forum Social Mondial en Afrique en 2007.

Ceci est un petit échantillon des mouvements sociaux en lutte.

GLOBALISONS LA LUTTE, GLOBALISONS L'ESPOIR !

P.-S.

* Contacts : movsoc.uol.com.br / www.movsoc.org

* Traduction : Isabelle dos Reis.